

Commissaires aux comptes associés

Fabien LECONTE
David LEMIERE
Cyril LENORMAND
Frédéric LETERRIER

**ATTITUDE MANCHE
AGENCE D'ATTRACTIVITE DE LA MANCHE**

**Bâtiment Equinoxe
586 rue de l'Exode
50000 SAINT-LO**



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ATTITUDE MANCHE
AGENCE D'ATTRACTIVITE DE LA MANCHE
Bâtiment Equinoxe
586 rue de l'Exode
50000 SAINT-LO

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ATTITUDE MANCHE - AGENCE D'ATTRACTIVITE DE LA MANCHE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Agneaux,
Le 26 mai 2025



CECOM AUDIT
Société de commissariat aux comptes
Représentée par Frédéric LETERRIER
Commissaire aux comptes associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	191 266	57 882	133 385	105 061
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.	6 691	6 691		
	Autres immobilisations corporelles	211 551	103 425	108 125	100 230
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				150
	TOTAL (I)	409 508	167 998	241 510	205 440
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	28 054		28 054	32 224
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	79 443	3 989	75 454	89 352
	Autres créances	105 131		105 131	40 730
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 242 355		1 242 355	942 797
	Charges constatées d'avance	69 014		69 014	83 591
	TOTAL (II)	1 523 997	3 989	1 520 008	1 188 695
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 933 505	171 988	1 761 518	1 394 136
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					150
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					- autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre					

visé par le
commissaire aux comptes

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	82 041	82 041
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	545 280	555 195
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	46 716	(9 915)
	Total des fonds propres	674 038	627 321
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	123 960	103 167
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	123 960	103 167
	Total des fonds associatifs	797 997	730 488
Provisions	Provisions pour risques	75 712	
	Provisions pour charges	228 699	200 673
	Total des provisions	304 411	200 673
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	10 546	
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	10 546	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	328 137	162 187
	Dettes fiscales et sociales	312 401	299 106
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 871	1 681
	Produits constatés d'avance	1 155	
	Total des dettes	648 564	462 974
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 761 518	1 394 136
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		46 716,26	(9 914,74)
(1) Dont à moins d'un an		648 564	462 974
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES		visé par le commissaire aux comptes	

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	117 514	94 042
	Prestations de services	308 717	257 925
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	3 352 273	3 098 517
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	546	129
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	103 548	43 808
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	3 882 598	3 494 421
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	75 382	79 456
	Variation de stock	4 170	(7 512)
	Autres achats et charges externes	1 465 014	1 329 919
	Impôts, taxes et versements assimilés	132 197	134 548
	Rémunération du personnel	1 473 099	1 414 482
	Charges sociales	528 114	518 860
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	62 417	48 997
	Dotation aux provisions	28 026	16 335
	Autres charges	46 454	46 289
	Total des charges d'exploitation	3 814 872	3 581 374
Charges financières	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	67 726	(86 953)
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	21 208	822
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	21 208	822
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	88 934	(86 132)
	Produits exceptionnels	45 207	80 037
	Charges exceptionnelles	76 879	3 820
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(31 672)	76 217
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	10 546	
	TOTAL DES PRODUITS	3 949 013	3 575 280
	TOTAL DES CHARGES	3 902 297	3 585 194
	EXCEDENT ou DEFICIT	46 716	(9 915)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	82 918	123 458
	Bénévolat		
	Prestations en nature	82 918	123 458
	Dons en nature		
	CHARGES	82 918	123 458
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	82 918	123 458
	Personnel bénévole		

visé par le
commissaire aux comptes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'association Attitude Manche est l'agence d'attractivité du département de la Manche. Née de l'envie collective de révéler véritablement le territoire, elle a pour mission d'accroître la notoriété du département au-delà de ses frontières et de fédérer acteurs privés et publics dans ce projet d'envergure.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence et conformément au règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général et au règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 761 518 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **3 949 013 euros** et un total **charges** de **3 902 297 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **46 716 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Fiscalité associative :

Suite à la révision de l'objet associatif du 16/03/2017, l'association applique la décision de rescrit du 27/02/2018 : L'association est intégralement fiscalisée en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution économique territoriale.

En matière de TVA et de taxe sur les salaires, l'association demeure partiellement fiscalisée (sectorisation).

Subvention indirectes :

L'Agence d'attractivité de la Manche bénéficie, au titre d'une convention conclue le 04 Janvier 2024 avec le Conseil Départemental de la Manche des avantages suivants : mise à disposition des locaux par le Conseil Départemental.

Ces avantages indirects ont fait l'objet d'une comptabilisation dans le compte de résultat.

En revanche, la mise à disposition du local commercial de la "M Fabrik" n'a pas fait l'objet d'une valorisation car l'association ne dispose d'aucune données chiffrées.

visé par le
commissaire aux comptes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Provision pour engagement retraite :

Afin de couvrir les charges futures liées au départ à la retraite de ses salariés, l'Agence d'attractivité de la Manche dote chaque année une provision pour engagement retraite.

La probabilité de vie est celle définie par la table de mortalité INSEE en France Métropolitaine. La probabilité de sortie du personnel dans l'entreprise est fixé par an : avant 30 ans à 20%, avant 40 ans à 12%, avant 50 ans à 10%, avant 62 ans à 5%, nulle au delà.

Le taux de revalorisation des salaires fixé est de 3% par an.

Le taux d'actualisation retenu est de 3.50 %.

Sous ces hypothèses, le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ en retraite serait de 156 901 €. Le taux de charges sociales retenu est de 45.76 %, sous cette hypothèse, elles s'élèvent à 71 798 € .

Ainsi en 2024, une dotation aux provisions a été pratiquée à hauteur de 28 026 euros. Le solde de la provision (charges comprises) s'élève à 228 699 euros au 31/12/2024.

Transfert du siège social

Le siège de l'association a été transféré au 586 rue de l'Exode Equinoxe à Saint Lô au mois de Janvier 2024.

visé par le
commissaire aux comptes